

rons le ministre des Finances de modifier l'orientation de la politique ministérielle, de recourir à des réductions d'impôt sélectives qui inciteraient le secteur privé du commerce et de l'industrie à prendre de l'expansion et à assurer plus d'emplois. Mais le ministre des Finances et son collègue le ministre du Travail (M. Mackasey) se sont moqués de tout cela. Nous étions des prophètes de malheur, nous disait-on. On nous a accusés de rendre un bien mauvais service à la nation. Nos sinistres prophéties, comme on les appelait, allaient dissuader les hommes d'affaires d'investir au pays.

C'est un nouvel exemple de l'arrogance d'un gouvernement qui en est venu à se croire omnipotent, compétent en tout, qui s'aventure gaiement sur une voie qui doit être la bonne, dit-il, puisque nous le disons, d'un gouvernement qui refuse de modifier sa ligne de conduite, bien que les meilleures autorités en affaires et en économie du pays qualifient ses politiques de démodées et insuffisantes.

C'était amusant d'entendre le ministre du Travail faire hier l'apologie des politiques ministérielles; il nous a surtout parlé des années 50 et des années 60 mais dans le cas des années 70, il s'est pour ainsi dire borné à blâmer l'opposition, à nous accuser de semer le découragement chez les hommes d'affaires. Ce sont eux qui ont engendré ce pessimisme qu'ils sont incapables de dissiper maintenant. Le ministre du Travail nous dit que s'il était un homme d'affaires en train d'écouter à la tribune le discours du chef de l'opposition (M. Stanfield) et d'autres représentants, il se demanderait dans quel sorte de pays il se trouve et il se dirait: S'ils n'ont pas plus de confiance que cela en l'avenir, pourquoi placerais-je de l'argent dans ce pays-là?

Nous sommes tous appelés, je pense, à créer le climat psychologique qu'il faut pour encourager les investisseurs à investir chez nous. Je suis heureux que le ministre du Travail sache apprécier l'importance des décisions du secteur privé de l'économie, mais son collègue le ministre des Finances ne veut pas en tenir compte. Il est intéressant d'entendre le ministre du Travail dire que l'opposition répand le pessimisme parmi nos hommes d'affaires. Il est intéressant d'entendre ce que certains d'entre eux ont dit des politiques gouvernementales. Dans une récente interview, M. G. Arnold Hart, président de la Banque de Montréal, déclarait:

Dans les circonstances actuelles, le moyen le plus efficace et le moins risqué de relancer l'économie est de réduire les impôts.

De nombreux économistes interviewés le weekend dernier par le *Daily Star* de Toronto exhortaient le gouvernement à adopter un système de réduction des impôts pour combattre le chômage. L'un d'entre eux, le professeur Abraham Rotstein de l'Université de Toronto, réclamait une réduction sensible des impôts sur le revenu des particuliers. Charles Neapole, président de la Bourse de Montréal a déclaré:

Supprimez la surtaxe et allégez les impôts sur le revenu des sociétés. Redonnez confiance aux gens, redonnez confiance au commerce et ils reprendront le travail.

J'ai entendu nombre de députés de ce côté-ci de la Chambre présenter cette requête au ministre des Finances à maintes reprises depuis six mois. John Meyer, chroniqueur financier à la *Gazette* de Montréal, évoquant le

[M. Thomas (Moncton).]

manque de confiance croissant entre le gouvernement et le commerce, a déclaré que si ce dernier a perdu confiance dans le gouvernement, c'est qu'il en ignore les projets. Il a perdu toute confiance dans les politiques gouvernementales. M. Meyer a déclaré:

Une part de cette confiance aurait pu être rétablie grâce à une réduction d'impôts audacieuse et dynamique au Canada, à tout le moins, on a préféré accroître les dépenses gouvernementales.

S'agit-il là de déclarations d'une opposition puérile? Elles émanent de certains de nos meilleurs chefs d'entreprises. Et pourtant le ministre des Finances et le ministre du Travail s'en moquent. Selon le ministre, il s'agit simplement de projets fantaisistes de l'opposition qui coûteraient très cher au pays. Nous n'avons guère actuellement à gagner, à déplorer la situation, à signaler ce qui aurait dû être fait ou à dire que le gouvernement aurait pu combattre l'inflation, non pas en créant délibérément du chômage, dans l'espoir futile que les salaires demeurent bas, mais plutôt en recourant à des mesures sélectives fiscales et monétaires.

Par exemple, lorsqu'il y avait pénurie d'habitations et que sévissait un chômage massif dans l'industrie de la construction, on aurait pu adopter des mesures fermes et énergiques pour accroître les mises en chantier. Ainsi, les charpentiers en chômage, les journaliers et tous les travailleurs du secteur de l'entreprise que l'industrie de la construction touche de près, auraient pu être renvoyés au travail, et cela n'aurait certainement pas favorisé l'inflation. Mais le gouvernement a refusé d'accepter les suggestions de l'opposition et des chefs d'entreprise. Le ministre des Finances a continué à se flatter d'un optimisme trompeur, extrêmement manifeste dans l'assertion répétée que tout allait bien et qu'il fallait seulement de la confiance. A mon avis, les chômeurs ont bel et bien perdu confiance dans le ministre des Finances.

**M. Woolliams:** Et tout le monde au Canada.

**M. Thomas (Moncton):** Exactement. Même dans son budget il réaffirme avec insistance que papa sait tout. Il déclare: «Ne vous plaignez pas, vous ne savez pas de quoi il s'agit.» Dans son exposé budgétaire, le ministre a fait valoir que l'emploi augmente au Canada et que le chômage désaisonnalisé semble diminuer. Toujours le même refrain. Le ministre est tellement enchevêtré entre le saisonnier et le désaisonnalisé, entre l'ajusté et le non ajusté, que nous ne pouvons même obtenir un tableau véridique de l'emploi dans notre pays.

Nous savons tous ce qu'il est advenu de sa prophétie du 3 décembre: l'amélioration de la situation. Hier et aujourd'hui, on nous a rebattu les oreilles des 62,000 nouveaux chômeurs à compter de la mi-décembre, c'est-à-dire une semaine à peine après l'optimiste prédiction du ministre. On a reparlé d'une diminution de 100,000 dans le nombre des personnes pourvues d'un emploi. Ces chiffres ont été répétés à satiété et j'espère que le ministre en est maintenant pénétré.

Je n'insisterai pas davantage sur le tableau qu'offre notre pays, mais je voudrais mentionner brièvement les effets que les politiques du gouvernement ont eues dans les régions éloignées du Canada, dans les régions à croissance lente que le gouvernement, par l'intermédiaire de son